

LES DISCUSSIONS SUR L'AVORTEMENT DANS LES ANNEES 2000 EN TURQUIE ET LES APPROCHES POLITIQUES

Sebnem Cansun

Université Istanbul Sabahattin Zaim, Département de science politique et
relations internationales, Istanbul, Turquie

Abstract

This study aims at understanding how Turkish political parties perceive the subject of abortion, what differences there are between the approach of center-right and center-left parties as well as between men and women of the same parties. The parties in question are the conservative-democratic AKP (the government party), the social-democratic CHP, the ultranationalist MHP, the pro-Kurdish BDP. The study focuses on party programs, electoral bulletins, declarations made by male and female politicians of these parties. Declarations of politicians are studied through *Hürriyet* (Liberty), a liberal national daily with an important circulation, from the last national election in 2011 to the present day. Abortion has been legal in Turkey since the 1980s, but the AKP brought it to Turkey's agenda in 2012. In the programs and electoral bulletins, the AKP and the CHP treat the subject of birth control rather than that of abortion. The programs and the electoral bulletins of the MHP and the BDP comprise none of these, because they are rather pro-birth. Almost all the members of the AKP defend the prohibition of abortion except one female deputy. The CHP is for the legalization of abortion. The women of the CHP accuse the AKP of being despotic on this issue. The directors of the MHP and the co-president of the BDP do not take an open position but prefer criticizing the AKP. According to the data, center-right and center-left parties treat the subject of abortion differently. Some women of the center-right party position themselves to the left of the political spectrum than the men of their own party.

Keywords: Abortion, Turkey, woman question

Résumé

Ce travail entend apprécier comment les partis politiques turcs perçoivent le sujet de l'avortement, repérer une différence d'approche entre les partis de centre-droit et de centre-gauche, une différence d'approche entre

les hommes et les femmes de ces partis. Les partis en question sont le conservateur-démocrate AKP (parti du gouvernement), le social-démocrate CHP, le parti ultra-nationaliste MHP, le pro-kurde BDP. L'étude s'appuie sur les programmes politiques, les bulletins électoraux, les déclarations des hommes et femmes politiques. Les déclarations politiques sont abordées au travers d'*Hürriyet* (La liberté), le quotidien libéral qui a une importante diffusion nationale, dans la période postérieure à la dernière élection nationale de 2011. L'avortement en Turquie est légal depuis des années 1980, mais l'AKP a inscrit ce sujet à l'ordre du jour en 2012. Dans les programmes et les bulletins électoraux, l'AKP et le CHP traitent plus le sujet du planning familial que celui de l'avortement. Les programmes et les bulletins électoraux du MHP et du BDP ne comprennent ni l'un l'autre puisqu'ils plutôt natalistes. Presque tous les membres de l'AKP défendent l'interdiction de l'avortement, sauf une députée. Le CHP est pour la légalisation de l'avortement. Les femmes du CHP accusent l'AKP d'être despotique. Les dirigeants du MHP et le co-président du BDP ne prennent pas de position ouverte préférant critiquer l'AKP à travers ce sujet. Selon les données récoltées, les partis du centre-droit et du centre-gauche abordent différemment le sujet de l'avortement. Certaines femmes du parti de droite semblent se positionner plus à gauche de l'échelle politique que les hommes de leur parti.

Mot clés: Avortement, Turquie, question féminine

Introduction

Bien que la légalisation de l'avortement en Turquie date des années 1980, le gouvernement conservateur de l'AKP a inscrit ce sujet à l'ordre du jour en mai-juin 2012. Les partis du centre-droit et du centre-gauche se sont polarisés autour de ce thème, les déclarations des hommes et des femmes politiques ont été repris par les médias, les organisations féministes ont manifesté face à la menace d'une diminution de leurs libertés.

L'opposition à l'avortement est un sujet central sur l'agenda des partis politiques conservateurs (Fried, 2006: 229). Ce sont généralement les partis de gauche qui soutiennent le mouvement féministe et qui sont pour la libéralisation de l'avortement (Calloni, 2001: 189, 196). D'un autre côté, au sujet de l'avortement, du viol, des violences conjugales et de l'égalité des droits, toutes les femmes se positionnent à gauche de l'échelle politique (Erickson, 1997: 667). Par exemple, selon les recherches faites aux Etats Unis et au Canada, les femmes dans les partis de gauche sont les plus libérales au sujet de l'avortement, tandis que les femmes dans les partis de droite sont plus libérales que les hommes dans leur parti (Berkman and O'Connor, 1993; Erickson, 1997).

Dans cette perspective, ce travail entend évaluer la façon dont les partis politiques en Turquie voient l'avortement, s'il y a une différence d'approche entre les partis de droite et ceux de gauche, et entre les hommes et les femmes politiques d'un même parti. Ayant ce but, les programmes des partis politiques, leurs bulletins électoraux, les déclarations des hommes et des femmes politiques sont étudiés dans cette optique. Les déclarations des hommes et des femmes politiques sont étudiées au travers du quotidien libéral *Hürriyet* (La liberté) dans la période faisant suite à la dernière élection nationale qui a eu lieu en 2011 avec une attention particulière aux mois de mai-juin 2012. *Hürriyet* est le quotidien qui a une importante diffusion nationale en Turquie. Il est parfois surnommé "le vaisseau amiral" des médias turcs. Les partis politiques en question sont le parti du gouvernement, le parti conservateur-démocrate AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, Parti de la justice et du développement) le parti principal d'opposition qui se réclame de la démocratie sociale CHP (*Cumhuriyet Halk Partisi*, Le parti républicain du peuple), le parti conservateur ultra-nationaliste MHP (*Milliyetçi Hareket Partisi*, Le parti du mouvement nationaliste) et le parti pro-kurde BDP (*Barış ve Demokrasi Partisi*, Parti de la paix et de la démocratie). A la dernière élection nationale qui a eu lieu en 2011, l'AKP a recueilli 49,9% des suffrages, le CHP 25,9%, le MHP 12,9% et le BDP a reçu approximativement 6,6% des voix (CNNTURK, 2011).

Un regard général sur le thème de l'avortement dans le monde et en Turquie

Le nombre d'avortement ayant lieu dans le monde en 2008 est évalué à 43 800 000 (WHO, 2012). Historiquement parlant, c'est en Russie d'après la Révolution, en 1917, que l'avortement est pour la première fois légalisé. Plusieurs pays européens ont autorisé l'avortement dans les années 1970, avec plus ou moins de restrictions. Par exemple, dans l'Irlande catholique, l'avortement est permis si la vie de la mère est en danger ; en Espagne, en Pologne, au Portugal et en Suisse l'avortement peut avoir lieu s'il est nécessaire pour préserver la santé physique et mentale de la mère, et les cas d'inceste et de viol tombent en dehors de ce cadre. En France et en Allemagne, l'avortement est possible jusqu'à la douzième semaine d'aménorrhée (Tacir, 2013: 1315).

En Turquie, l'avortement a été perçu comme "un crime commis envers la société" durant l'époque ottomane et au début de l'époque républicaine (Ertem, 2011). Par exemple, le Code pénal turc de 1926 prévoyait des lourdes peines pour sa pratique (Eryurt, Canpolat, Koç, 2013: 132). L'avortement en Turquie a obtenu une base légale seulement en 1983. C'est ainsi que les grossesses ont pu être interrompues jusqu'à leur dixième semaine (Yurtcan, 1990; Bozbeyoğlu, 2011).

Les travaux académiques faits en Turquie ont regardé le sujet de l'avortement du point de vue de la santé, du droit et de la religion. Par exemple, depuis les années 1980, les sujets tels que les sentiments et les idées des femmes ayant eu recours à un avortement (Taşkın, Kömürçü, Güçsavaş, 1985; Terzioglu et al., 2010) et l'efficacité des services pratiquant des avortements (Eryılmaz & Ekizler, 1992) ont été essentiellement des préoccupations des infirmières. Les médecins, les juristes et les théologiens ont traité du sujet sous différents angles : l'avortement comme "meurtre" (Gelegen, 2011); la régulation juridique du droit à la vie de l'embryon (Tacir, 2013) et la perspective morale (Sarıtaş, 2012).

L'approche des partis politiques à la lumière de leurs déclarations lors du débat récent a rarement été travaillée par les politologues, et est donc le sujet de ce travail.

Les approches politiques au sujet de l'avortement

Dans les programmes et les bulletins électoraux du parti conservateur-démocrate AKP et du parti social-démocrate CHP, le sujet de l'avortement n'apparaît pas. Le discours des deux partis s'intéresse à la planification des naissances et ces deux partis traitent le sujet de la même façon. L'AKP promet dans son programme sous la rubrique "la santé" de "ses politiques sociales", à accorder plus d'importance à la planification des naissances (AKP, 2011). Le CHP, promet pareillement d'augmenter le nombre des centres de planning familial et de soutenir l'accès des femmes à la contraception (CHP, 2012: 58; CHP, 2011: 63). D'un autre côté, le MHP (MHP, 2009; MHP, 2011) et le BDP (BDP, 2008; Emek, Demokrasi ve Özgürlük Bloğu, 2011) ne mentionnent pas le sujet de la planification des naissances dans leurs programmes et leurs derniers bulletins électoraux. Cela peut être lié au fait qu'ils sont tous les deux nationalistes. Ces deux partis, l'un pro-turc, l'autre pro-kurde, sont en effet sur des positions clairement natalistes. Par ailleurs, concernant cette prise de position, il faut se rappeler aussi du fait que le MHP est un parti conservateur.

Pour ce qui concerne la période faisant suite à l'élection nationale de 2011, ce sujet était à l'agenda en Turquie particulièrement entre mai et juin 2012. Dans *Hürriyet* ce sont plutôt des femmes de l'AKP et du CHP qui prennent position nettement plus que les hommes de ces deux partis. 8 femmes et 5 hommes de l'AKP et 7 femmes et 4 hommes du CHP ont pris position sur ce sujet.

Selon Recep Tayyip Erdoğan, le président de l'AKP et le premier ministre de la Turquie "l'avortement est un meurtre" (Özkaya, le 26 mai 2012: 1) et il n'y a aucune différence entre tuer un enfant dans le ventre de sa mère ou après sa naissance. Erdoğan traitent parfois les sujets de l'avortement et de l'accouchement par césarienne ensemble. Selon lui, "il

existe un plan insidieux en vue d’effacer le peuple [turc] de la scène mondiale”. La Turquie qui a besoin d’une population jeune et dynamique doit combattre ce plan; elle doit s’opposer à la fois à l’avortement et à l’accouchement par césarienne qui provoque une baisse du nombre de naissances. Par ailleurs, le premier ministre se sert d’analogies. Par exemple, en disant “Tout avortement est un Uludere”, il pose une similitude entre les embryons avortés et les Kurdes tués le 28 décembre 2011, quand l’armée les avait pris pour des rebelles (Kaçmaz, le 27 mai 2012: 26). La société a été sensibilisée à la mort des Kurdes à Uludere. Selon Recep Tayyip Erdoğan, elle doit montrer la même sensibilisation au sujet de l’avortement. Erdoğan met aussi en corrélation l’avortement et le “suicide”. Selon lui, si on autorise l’avortement, alors on ne doit pas intervenir non plus auprès des personnes suicidaires et on doit laisser tranquilles par exemple ceux et celles qui sautent des ponts (Özkaya, le 30 mai 2012: 26). Bref, selon le premier ministre Erdoğan accepter l’avortement et l’accouchement par césarienne revient à accepter le plan d’éradication de cette nation de la scène mondiale.

Ce sont la ministre chargée de la famille et des politiques sociales, Fatma Şahin, ingénieure chimiste et le ministre de la santé Recep Akdağ, pédiatre, qui ont le plus soutenu le premier ministre Erdoğan. Selon la ministre Şahin, les partis politiques de l’opposition prennent tout ce que le premier ministre dit comme étant “faux”. Par exemple, les données de l’Organisation mondiale de la santé (OMS), concernant l’accouchement par césarienne, disent que les taux ne devraient pas dépasser 15-20%, mais en Turquie 1 femme sur 2 a un accouchement par césarienne (Hürriyet, le 28 mai 2012: 26). La ministre croit qu’il faut suivre le chemin de la science (Işık & Çetin, le 31 mai 2012: 26). Selon elle, “le droit à la vie” commence dans le ventre de la mère et les femmes devraient être informées du fait que l’avortement n’est pas une méthode de planification des naissances (Işık & Çetin, le 31 mai 2012: 26).

Le ministre de la santé Recep Akdağ est du même avis que le premier ministre Erdoğan. Akdağ est pour “le droit à la vie”. Selon lui, “la majorité de la société turque est contre l’avortement” et l’avortement a été légalisé à travers un “fait accompli” après le coup d’Etat de 1980. Pour Akdağ, l’avortement n’est possible que si la vie de la mère est en danger (Hürriyet, le 1 juin 2012: 1, 26). Dans le débat sur les grossesses consécutives à un viol et un éventuel avortement, Akdağ répond négativement. Il explique que la mère (la femme violée) et l’enfant (le bébé conçu lors du viol) sont tous les deux innocents et qu’il faut davantage sanctionner les violeurs (Hürriyet, le 3 juin 2012: 20). Pour ce qui concerne “la majorité de la société qui s’oppose à l’avortement”, nous trouvons qu’il est nécessaire d’ouvrir une parenthèse. Selon les données de la Recherche sur la santé de la population turque, en 1993, 18 grossesses sur 100 ont été interrompues volontairement contre 11

sur 100 en 2008 (Bianet, le 8 juin 2012). Il est ainsi possible de parler de conservatisme montant au sein de la société, suite à l'accès au pouvoir du parti conservateur AKP.

Parmi les femmes politiques qui sont du même avis que le premier ministre Erdoğan, on relève les noms de la députée de Şanlıurfa, Zeynep Karahan Uslu, universitaire et spécialiste des relations publiques, et la députée de Malatya, Öznür Çalık, pharmacienne de formation. Zeynep Karahan Uslu attire l'attention à ce que l'avortement vraiment est et pourquoi il est naturel de s'y opposer. Uslu décrit un avortement, comme "une séparation du bébé du ventre de sa mère, l'arrachement de ses doigts et la chute en morceau de ses bras et de ses jambes". Elle se positionne en tant que "mère, universitaire et femme politique". Une autre femme politique, Öznür Çalık, tout comme le premier ministre Erdoğan assimile l'avortement à un "meurtre" (Hürriyet, le 1 juin 2012: 21).

En gros, selon les membres du parti conservateur-démocrate AKP, "un avortement est un meurtre". Pourtant, il existe des voix divergentes au sein du parti et qui appartiennent plutôt aux femmes. La députée de Sivas Nursuna Memecan, ingénieure, est celle qui s'oppose le plus ouvertement au discours de leur parti. Selon Memecan, l'interdiction de l'avortement apportera beaucoup de dégâts, parce qu'en vérité "l'avortement, comme l'accouchement par césarienne, est de la torture. Aucune femme ne penserait à se faire couper pour rien". L'interdiction ne fera pas disparaître l'avortement, mais le renverra à des mains incompetentes (Yılmaz, le 8 juin 2012: 1, 6). Les données de l'Organisation mondiale de la santé semblent étayer la déclaration de Memecan. Dans les pays où l'avortement est illégal, les taux d'avortement ne sont pas nécessairement plus bas; si l'avortement n'est pas légal, alors les femmes prennent le chemin dangereux des procédures clandestines (WHO, 2012). Ayşe Böhürler, journaliste et membre du Comité central de décision et exécution, s'oppose également à la ligne de son parti. Bien qu'elle ne soit pas opposée à l'avortement, elle déclare son malaise face à la manière dont les débats se déroulent. D'une certaine manière, elle n'aime pas l'approche par son parti du sujet et des femmes (Özkaya, le 30 mai 2012: 26).

Les membres du CHP et surtout les femmes, sont ceux et celles qui s'opposent le plus à l'interdiction de l'avortement. Ainsi la députée d'Ankara Aylin Nazlıaka, économiste. Nazlıaka pense que la déclaration du premier ministre Erdoğan est "triste" et elle l'invite à arrêter de faire de la politique au travers du corps des femmes. Selon Nazlıaka, Erdoğan doit arrêter "de monter la garde devant le vagin des femmes" et de se mêler de leurs choix privés. Il doit plutôt diriger le pays. Par ailleurs, Nazlıaka croit que ce système qui existe en Turquie et qui intervient dans la vie des gens donne une image de "régime totalitaire" (Kaçmaz, le 27 mai 2012: 26). Nazlıaka

soutient l'idée qu'une femme ne décide jamais avec légèreté d'avoir recours à l'avortement sauf si elle a des difficultés socio-économiques et/ou psychologiques, si sa santé propre ou celle du bébé est en danger, si elle est victime d'abus sexuels, un inceste ou d'un viol (Hürriyet, le 3 juin 2012: 22). Dans ce contexte, elle accuse le premier ministre de ne pas croire en l'égalité homme-femme (Bildirici, le 10 juin 2012: 1).

D'autres membres du CHP critiquent également la façon d'envisager l'avortement de l'AKP. Par exemple, la députée d'Ankara, Ayşe Gülsün Bilgehan, journaliste et présidente du groupe féminin socialiste du Conseil de l'Europe, trouve que l'AKP a passé à une "phase de programmer les accouchements". Les femmes se heurtent à la violence et aux discriminations dans le pays, et maintenant elles sont confrontées à "un gouvernement despotique qui souhaite dominer leur corps" (Hürriyet, le 2 juin 2012: 20). La vice-présidente du CHP Perihan Sarı qui a travaillé de longues années au Ministère du travail et de la sécurité sociale, critique cette mentalité "opprimante et fascisante" qui politise la fertilité féminine et intervient sur le corps des femmes. Selon Sarı, les déclarations du ministre de la santé font qu'on pourrait s'interroger sur ses titres scientifiques (Hürriyet, le 6 juin 2012: 21). La députée d'Istanbul Melda Onur, journaliste, critique aussi le premier ministre et déclare que "ce sont les femmes qui doivent décider ou pas de garder leur enfant". Onur pense que les déclarations du premier ministre Erdoğan ressemblent à une "fatwa" et qu'il faut surtout penser aux cas des femmes dont la grossesse fait suite à un viol (Kaçmaz, le 27 mai 2012: 26). Les femmes du CHP accusent l'AKP d'être totalitaire, fascisant, despotique et de délivrer des fatwas. Selon ce point de vue, le fait que l'AKP soit contre l'avortement est une approche qui opprime les femmes et les victimise.

Les hommes du CHP aussi, y compris le président du parti Kemal Kılıçdaroğlu, critiquent le premier ministre Erdoğan. Kılıçdaroğlu l'accuse d'être "gynécologue" (Hürriyet, le 30 mai 2012: 26). D'après Kılıçdaroğlu, "le corps de la femme appartient à la femme" et ce sujet n'est pas "un sujet de politique". La relation entre la femme enceinte et le médecin ne doit pas passer par l'agenda de l'opinion publique, s'il y a un problème dans les pratiques, c'est au Ministère de la santé de le régler. Le nombre d'accouchements par césarienne augmente dans le pays, parce que les médecins sont jugés à travers leur performance (Hürriyet, le 1 juin 2012: 21). Le député de Mersin Aytuğ Atıcı, pédiatre et universitaire, soutient que si Erdoğan interdit l'avortement, il sera responsable de la mort des femmes, parce que quand l'avortement est illégal, les femmes prennent des chemins clandestins. Selon Atıcı, les femmes devraient faire autant d'enfants qu'elles veulent (Erdem, le 30 mai 2012: 26). Le vice-président du groupe du CHP au Parlement, Akif Hamzaçebi, économiste, trouve que le sujet de

l'avortement est un sujet artificiel qui ne doit pas être à l'agenda de la Turquie. L'augmentation de la population turque est comparable à celle des pays développés. Selon Hamzaçebi, le premier ministre ne doit pas intervenir dans les décisions des couples (Hürriyet, le 2 juin 2012: 24). Les élus du CHP accusent le premier ministre d'intervenir dans le corps des femmes, d'être le responsable des décès des femmes à venir et de mettre artificiellement ce sujet à l'agenda du pays. Par ailleurs, ils pensent que c'est le problème de la performance des médecins qui est au derrière l'augmentation du nombre des césariennes.

Le tableau ci-dessous comptabilise les articles dans lesquels des hommes et des femmes politiques ont pris position sur l'avortement dans la période postérieure à l'élection nationale de 2011. Que ce soit dans le parti du gouvernement ou dans celui de l'opposition, ce sont les femmes qui abordent le plus souvent ce thème. Comme nous l'avons déjà souligné, l'AKP est contre l'avortement alors que le CHP lui est favorable. Seulement une femme de l'AKP est ouvertement contre le discours de son parti.

TABLEAU 1. Nombre de déclarations des hommes et femmes politiques publiés dans le HÜRRİYET après l'élection nationale de 2011

	AKP	%	CHP	%	MHP	%	BDP	%
Femme	8	61	7	64	1	50	0	0
Homme	5	39	4	36	1	50	1	50
Total	13	100	11	100	2	100	1	100

Ce tableau montre également que le débat ne se limite pas à une discussion entre l'AKP et le CHP puisque des membres du MHP et du BDP s'expriment aussi sur la question de l'avortement. Les membres du MHP, parti conservateur et nationaliste, au lieu de prendre une position ouverte concernant le sujet, préfèrent critiquer le gouvernement de l'AKP. Par exemple, la vice-présidente du MHP, Ruhsar Demirel, médecin, n'a rien dit en faveur ou en défaveur de l'avortement, mais elle affirme que c'est une "mauvaise chose" que de "faire de la politique à travers le corps de la femme" (Erdem, le 30 mai 2012: 26). De la même manière, le vice-président du groupe du MHP au Parlement, Oktay Vural, avocat et économiste, rend le premier ministre responsable de la hausse du nombre de césariennes, à travers le système de santé basé sur la performance. Vural accuse l'AKP de se servir même du viol pour faire les femmes accoucher (Hürriyet, le 6 juin 2012: 21). Finalement, le co-président du parti pro-kurde BDP, Selahattin Demirtaş, avocat, défend l'idée que "l'Etat se sert de la religion". Demirtaş perçoit une déclaration de la Présidence des affaires religieuses comme une fatwa et trouve que les discussions sur Uludere et l'avortement sont des exemples d'instrumentalisation de la religion par l'Etat (Hürriyet, le 6 juin 2012: 24). Selon les femmes du BDP, l'avortement est un acquis majeur des

femmes et l'AKP ne devrait pas intervenir dans le corps des femmes. Mais cette perspective n'apparaît pas dans le *Hürriyet* (Milliyet, le 1 juin 2012).

Ce travail se focalise sur la période qui commence par la dernière élection nationale, en 2011. On constate que le débat sur l'avortement a eu lieu surtout en mai-juin 2012 et s'est largement éteint après. Ce qui peut être expliqué par une timidité du gouvernement de l'AKP face aux voix opposantes des hommes et des femmes politiques aussi bien que celles des organisations féministes. Mi-mars 2014, la Société turque des gynécologues et obstétriciens a affirmé que l'avortement avait été retiré des services de prise de rendez-vous en ligne auprès des hôpitaux, accusation que le ministère a rejeté. Il faudra du recul pour apprécier l'attitude de l'AKP: retour au projet initial d'interdiction, ou "profil bas" sur le sujet. En tous cas, *Hürriyet* a moins couvert les réactions des hommes et femmes politiques que l'accusation des gynécologues et la réponse du ministre de santé (*Hürriyet*, le 14 mars 2014).

Conclusion

Dans les programmes et les bulletins électoraux de l'AKP et du CHP, on traite donc plus du thème de la planification des naissances que celui de l'avortement. Il n'y a pas une grande différence sur la façon dont le sujet est traité par les deux partis. D'autre part, dans les programmes et les bulletins électoraux, ni le MHP, ni le BDP, en tant que partis nationalistes (et conservateur pour le MHP) ne traitent de la planification des naissances ou de l'avortement.

C'est le premier ministre Recep Tayyip Erdoğan qui a inscrit ce sujet à l'agenda politique de la Turquie. Erdoğan perçoit l'avortement comme étant un meurtre. Il considère que l'avortement et l'accouchement par césarienne font partie d'un grand plan qui veut faire décroître la population en Turquie. Presque tous les hommes et les femmes de l'AKP, suivant la lignée conservatrice du parti, défendent l'interdiction de l'avortement. Les voix divergentes n'appartiennent qu'aux femmes. Ayşe Böhürler, membre du Comité central de décision et exécution, déclare son malaise face à la manière dont les débats se déroulent. La députée de Sivas, Nursuna Memecan souligne que l'interdiction de l'avortement mettra la vie des femmes en danger.

Les femmes du CHP accusent l'AKP d'être "totalitaire", "fascisant" et "despotique". Par exemple, selon la députée Aylin Nazlıaka, le premier ministre doit arrêter de "monter la garde devant le vagin des femmes". Le président du CHP, Kemal Kılıçdaroğlu et le vice-président du groupe du MHP au Parlement, Oktay Vural trouvent que c'est "le système basé sur la performance" qui cause l'augmentation du nombre d'accouchements par césarienne. Les membres du MHP (1 homme et 1 femme) ne déclarent pas

ouvertement leurs opinions sur l'avortement. Mais ils ne sont pas heureux de voir l'instrumentalisation politique du sujet. Tout comme les dirigeants du MHP, le co-président du BDP Selahattin Demirtaş, au lieu de prendre une position ouverte sur le sujet, critique le premier ministre et la mentalité de l'AKP à travers ce sujet. D'un autre côté, les femmes du BDP considèrent l'avortement comme un acquis majeur des femmes. Mais le *Hürriyet* se focalise plutôt sur les déclarations des femmes du CHP que celles des femmes du BDP.

Dans la période ouverte qui commence par la dernière élection nationale de 2011, les discussions politiques portant sur l'avortement ont eu lieu surtout en 2012. Selon le quotidien *Hürriyet*, elles ont été laissées de côté après. Ceci pourrait être expliqué par la réserve du gouvernement de l'AKP face aux réactions. En Turquie, le gouvernement du parti conservateur-démocrate AKP se positionne contre avortement et le parti principal d'opposition qui se réclame de la démocratie sociale CHP, en sa faveur. D'un autre côté, certaines femmes de l'AKP se déclarent favorables à l'avortement ou gênées par la façon dont le sujet est traité. Selon les données de ce travail, les partis de droite et de gauche abordent différemment le sujet de l'avortement ; certaines femmes du parti conservateur se positionnent plus à gauche que les membres masculins de leur parti.

References:

“Akıl tutulması ile çenelerin tutulması sorunu var” (Il y a un problème de réflexion et un problème de discrétion). *Hürriyet*, p. 21, le 1 juin 2012.

“AKP emirle doğurtacak” (L'AKP veut programmer les accouchements). *Hürriyet*, p. 20, le 2 juin 2012.

AKP. *Parti Programı* (Programme du parti), Ankara, 2001.

AKP. *AK Parti Seçim Beyannamesi* (Le bulletin électoral), Ankara, 2011.

“Bana kürtaj yaptırmış bir kadın getirsin” (Il doit m'apporter une femme qui a avorté). *Hürriyet*, p. 22, le 3 juin 2012.

“Başbakan oy sarhoşu” (Le premier ministre est ivre de votes). *Hürriyet*, p. 1, le 10 juin 2012.

BDP. *Parti Programı* (Programme du parti). Ankara, 2008.

“BDP'li Buldan: Bedenimize dokunmasınlar” (Buldan du BDP: On ne doit pas intervenir dans notre corps), *Milliyet*, le 1 juin 2012, <http://siyaset.milliyet.com.tr/bdp-li-buldan-bedenimize-dokunmasinlar/siyaset/siyasetdetay/01.06.2012/1547952/default.htm> (consulté le 27 avril 2014).

Berkman, Michael and O'Connor, Robert. “Do Women Legislators Matter?: Female Legislators and State Abortion Policy”. *American Politics Research*, 1993.

- Bianet. *Kürtaj İstatistikleri* (Les chiffres de l'avortement). <http://bianet.org/bianet/toplumsal-cinsiyet/138933-avrupa-da-30-turkiye-de-11>, le 8 juin 2012 (consulté le 27 avril 2014).
- Bildirici, Faruk. "O sözü bilerek söyledim" (J'ai dit ce mot consciemment). *Hürriyet Pazar Gazetesi*, p. 1, le 10 juin 2012.
- "Devlet dini ele geçirmiş" (L'Etat a mis la religion sous contrôle), *Hürriyet*, p. 24, le 6 juin 2012.
- Bozbeyoğlu, Alanur Çavlin. "Doğurganlık kontrolünde rasyonelliğin sınırları: Türkiye kürtaj ve gebeliği önleyici yöntem kullanımı" (Limitation of rationality in reproductive behaviour: abortion and contraception practices in Turkey). *Fe Dergi*, 3 (1), p. 24-37, 2011.
- Calloni, Marina. "Debates and Controversies on Abortion in Italy". McBride Stetson, Dorothy (ed.), *Abortion Politics, Women's Movements, and the Democratic State: A Comparative Study of State Feminism*. Oxford: Oxford University Press, p. 181-204, 2001.
- CHP. *CHP Programı, Çağdaş Türkiye İçin Değişim*, (Le programme du CHP, Changement pour une Turquie moderne), Ankara, 2012.
- CHP. *CHP Seçim Bildirgesi, Özgürlüğün ve Umudun Ülkesi, Herkesin Türkiyesi*, (Le bulletin électoral du CHP, le pays de la liberté et de l'espoir ; la Turquie de tout le monde), Ankara, 2011.
- CNNTURK. *Türkiye Geneli Seçim Sonuçları*, (Les résultats de l'élection nationale en Turquie), <http://secim2011.cnnturk.com/>, 2011 (consulté le 27 avril 2014).
- Emek, Demokrasi ve Özgürlük Bloğu. *Seçim Beyannamesi* (Le bulletin électoral), Ankara, 2011.
- Erdem, Umut. "Yasaklama kadın ölümlerini arttırır" (L'interdiction augmentera le nombre de décès des femmes). *Hürriyet*, p. 26, le 30 mai 2012.
- Erickson, Lynda. "Might More Women Make a Difference? Gender, Party and Ideology among Canada's Parliamentary Candidates". *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, Vol.30, N° 4, Dec. 1997.
- Ertem, Ece Cihan. "Anti-abortion Policies in Late Ottoman Empire and Early Republican Turkey: Intervention of State on Women's Body and Reproductivity". *Fe Dergi*, 3 (1), p. 47-55, 2011.
- Eryılmaz, Y.H., Ekizler, H. "Kürtaja Başvuran Vakaların Değerlendirilmesi ve Bu Hizmetin Etkinliği" (L'évaluation des cas d'avortement et l'efficacité du service médical), *III. Ulusal Hemşirelik Kongresi Kitabı*, Cumhuriyet Üniversitesi HYO, Sivas, 1992.
- Eryurt, Mehmet Ali, Canpolat, Şebnem Beşe, Koç, İsmet. "Türkiye'de Nüfus ve Nüfus Politikaları: Öngörüler ve Öneriler" (La population et les politiques

de population en Turquie: Les prévisions et les propositions). *Amme İdaresi Dergisi*, 46 (4), p. 129-156, 2013.

Fried, Marlene. “The Politics of Abortion: A Note”, *Indian Journal of Gender Studies*, 13 (2), p. 229-245, 2006.

Gelegen, Didem Gediz. “Tartışma: Kürtaj: cinayet süsü verilmiş bir intihar mı?” (Abortion: Is it suicide in the guise of murder?). *Fe Dergi*, 3 (1), p. 65-71, 2011.

Işık, Ferah & Çetin, Ramazan. “Bilimin dediği olacak” (Ce que la science commande aura lieu). *Hürriyet*, p. 26, le 31 mai 2012.

Özkaya, Sefa. “Kürtaj bence cinayet” (D’après moi, l’avortement est un meurtre). *Hürriyet*, p. 1, le 26 Mai 2012.

Kaçmaz, Yaşar. “Başbakan vajina bekçiliğini bıraksın” (Le premier ministre doit arrêter de monter la garde devant le vagin des femmes), *Hürriyet*, p. 26, le 27 mai 2012.

Kaçmaz, Yaşar. “Milleti silme planı” (Le plan d’éradication du peuple), *Hürriyet*, p. 26, le 27 mai 2012.

Kaçmaz, Yaşar. “Tecavülden hamile kalanlar ne yapsın” (Que feront les femmes enceintes suite à un viol), *Hürriyet*, p. 26, le 27 mai 2012.

“Kürtaj 12 Eylül’de oldu bittiye geldi” (L’avortement a été entériné comme un fait accompli le 12 Septembre). *Hürriyet*, p. 1, le 1 juin 2012.

MHP. *Parti Programı* (Le programme du parti). Ankara, 2009.

MHP. *Seçim Bildirgesi* (Le bulletin électoral). Ankara, 2011.

“Siyasetin işi değil” (Ce n’est pas un sujet de politique), *Hürriyet*, p. 21, le 1 juin 2012.

Özkaya, Sefa “Kürtaj yasası çıkartacağız” (Nous allons faire adopter une loi sur l’avortement). *Hürriyet*, p. 26, le 30 mai 2012.

“Sağlık bakanından kürtaj çıkışı” (Les explications du ministre de la santé concernant l’avortement). *Hürriyet*, <http://www.hurriyet.com.tr/saglik-yasam/26000474.asp>, le 14 mars 2014 (consulté le 27 avril 2014).

Sarıtaş, Kamil. “Kürtajın Ahlakiliği Sorunu” (Le problème moral de l’avortement). *The Journal of Academic Social Science Studies*, 5 (6), p. 587-608, 2012.

Tacir, Hamide. “Yaşama Hakkı Kapsamında Yaşamın Başlangıcı” (Le début de la vie dans le contexte du droit à la vie). *Marmara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Hukuk Araştırmaları Dergisi, Özel Sayı, Prof. Dr. Nur Centel’e Armağan*, 19 (2), p. 1301-1320, 2013.

Taşkın. L., Kömürcü, N., Güçsavaş, N. “Kürtaja Başvuran Kadınların Duygularının İncelenmesi” (Etudes sur les sentiments des femmes qui ont eu recours à l’avortement). *I. Ulusal Hemşirelik Kongresi Bildirileri*, Ege Üniversitesi Hemşirelik Yüksek Okulu, p. 322-328, le 13-14 septembre 1985.

“Tecavüzcüye cesaret veren bir bakan” (Un ministre qui encourage le violeur). *Hürriyet*, p. 21, le 6 juin 2012.

“Tecavüze uğramış kadın da çocuğu da temizdir” (La femme violée et son enfant sont innocents). *Hürriyet*, p. 20, le 3 juin 2012.

“Tecavüzü bile çocuk doğurma olarak görüyorlar” (Ils voient même le viol à travers l’accouchement). *Hürriyet*, p. 21, le 6 juin 2012.

“Temel fıkrasıyla kürtaj savunması” (La défense de l’avortement avec une blague de Temel), *Hürriyet*, p. 22, le 28 mai 2012.

Terzioğlu, Füsün, Zeyneloğlu, Simge, Yılmaz, Duygu, Türk, Rukiye, Gözükar, Fatma, Taşkın, Lale. “İsteğe Bağlı ve Terapötik Abortus Uygulanan Kadınların Yaşadıkları Sorunlar ve Anksiyete Düzeyleri” (The Problems and Anxiety Levels of Women Who Had Elective or Therapeutic Abortion). *Hacettepe Üniversitesi Sağlık Bilimleri Fakültesi Hemşirelik Dergisi*, 17(1), p. 18-29, 2010.

“Uludere’nin zaman aşımı yok, hesabını vereceksin” (Uludere est toujours là, tu rendras tes comptes). *Hürriyet*, p. 26, le 30 mai 2012.

World Health Organization. *Facts on Induced Abortion Worldwide*, http://www.who.int/reproductivehealth/publications/unsafe_abortion/induced_abortion_2012.pdf, 2012 (consulté le 27 avril 2014).

Yılmaz, Turan. “Yasak olmaz” (L’interdiction ne sera pas une solution), *Hürriyet*, p. 6, le 8 juin 2012.

Yurtcan, Erdener. *Türk Hukunda Kürtaj ve Uygulaması* (L’avortement et sa pratique selon la loi turque). İstanbul: Kazancı Hukuk Yayınları, p. 43-45, 1990.